

**DECISION DU PRESIDENT PRISE PAR DELEGATION
DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES**

Le Président de la communauté de communes de Lacq-Orthez :

Vu la délibération du 22 mai 2014 reçue en Préfecture des Pyrénées-Atlantiques le 28 mai par laquelle le Conseil de la communauté de communes de Lacq l'a chargé, par délégation et pour la durée de son mandat, de prendre les décisions prévues à l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales, dans les limites des compétences de la communauté de communes,

Vu l'arrêté du Président en date du 24 avril 2014 portant délégation d'une partie de ses attributions,

Vu le Code des marchés publics et en particulier ses articles 26 et 28,

Considérant la mise en concurrence organisée suivant avis de marché adressé le 16 janvier 2015 et publié au BOAMP et sur le profil acheteur www.eadministration64.fr, pour la **Location-maintenance de solutions de gestion du courrier destinées aux services de la communauté de communes de Lacq-Orthez**,

Considérant les offres enregistrées et les critères de jugement des offres énoncés dans le règlement particulier de la consultation,

Considérant le rapport d'analyse des offres établi le 26 mars 2015,

DECIDE

Article 1 : Le marché ordinaire à prix unitaires relatif à la **Location-maintenance de solutions de gestion du courrier destinées aux services de la communauté de communes de Lacq-Orthez**, est attribué à l'entreprise **Pitney Bowes** (93456 La Plaine St Denis) dont l'offre est économiquement la plus avantageuse pour un montant de **5 857,44 euros HT (solution de base + prestation alternative pour 2 ans)**.

Article 2 : Les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits inscrits au budget.

Article 3 : Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du conseil communautaire.

Fait à Mourenx, le 26 mars 2015

**Le Président,
Par délégation,
Le Vice-Président,**



Henri POUSTIS



Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 14/04/2015
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 14/04/2015